

Le mystère élucidé de l'inflation disparue

Article rédigé par *Liberté politique*, le 28 septembre 2017

[source: boulevard Voltaire]

Cela fait des années qu'aux États-Unis, malgré le « *Quantitative Easing* » et l'augmentation de la masse monétaire de la Fed, l'inflation n'a pas atteint la cible fixée des 2 %. En zone euro, malgré l'assouplissement quantitatif de la BCE, la hausse des prix devrait être inférieure à 1 % au premier semestre 2018. Les médias parlent du « mystère de l'inflation disparue » à élucider.

Les facteurs explicatifs nous paraissent être les suivants :— l'économie numérique avec Amazon et la vente par Internet sont un facteur certain de pression sur les prix, mais ce n'est pas le facteur le plus important car il est bien connu que, dans tous les pays occidentaux, de Walmart aux États-Unis en passant par Carrefour en France, il y a déjà une concurrence féroce dans la grande distribution ;— le libre-échange mondialiste qui met en concurrence d'une façon déloyale les fabrications en Europe ou aux États-Unis avec les produits fabriqués avec une main-d'œuvre payée à coups de lance-pierre en Chine et dans les pays émergents, sans la même protection sociale et sans respecter les normes environnementales ou de sécurité au travail, augmente le chômage et a aussi pour effet de faire baisser les prix. Les entreprises préfèrent souvent, avant de disparaître, rogner sur leurs marges plutôt que de perdre leurs clients.

Une autre explication très importante est que le chômage réel dans les pays occidentaux ne correspond en rien aux chiffres mensongers annoncés, d'où le mutisme des banques centrales et des gouvernements qui comprennent, mais prétendent ne pas comprendre. La courbe de Phillips, qui illustre la relation entre un taux de chômage élevé et une inflation faible, joue donc bel et bien et à plein !

Le nombre réel de chômeurs en France n'est pas de l'ordre de 10 % mais de 20 % ! La non-comptabilisation de certains chômeurs, les contrats aidés, les stages de formation, les emplois à temps partiel ridicule, la non-comptabilisation de chômeurs d'outre-mer, les inactifs qui souhaiteraient travailler, etc., font qu'il y a bel et bien au moins six millions de chômeurs en France, soit 20 % de la population active.

Aux États-Unis, même scénario ! Le chiffre réel honteux est aussi de l'ordre de 20 % de chômeurs, alors que le chiffre officiel est de l'ordre de 5 %. Il faut ajouter, en effet, les emplois précaires, les chômeurs classés à tort dans la catégorie des inactifs, tous ceux exclus des statistiques... C'est la raison pour laquelle les salaires, aux États-Unis, stagnent, et aussi la seule explication du nombre ahurissant de personnes bénéficiant du programme alimentaire.

Un autre facteur très important, mais monétaire celui-là, est la trappe à liquidité de Keynes ! En théorie, puisque la masse monétaire augmente, suite aux politiques d'assouplissement quantitatif des banques centrales au Japon, en Europe et aux États-Unis, les taux d'intérêt devraient diminuer et l'investissement des entreprises, la consommation privée par le jeu du crédit augmenter. Mais malheureusement, en dessous des taux d'intérêt actuels trop proches de zéro, il n'est plus possible de relancer l'activité par voie monétaire !

Les taux sont tellement bas que les banques préfèrent détenir du liquide à la BCE, moins prêter avec des risques à l'économie réelle, les entreprises moins investir, racheter leurs actions pour faire monter les cours, les particuliers, à l'exception des spéculateurs, thésauriser et ne plus acheter des obligations de l'assurance-vie dont les comptes peuvent être bloqués du jour au lendemain.

La grande terreur de Draghi et de Yellen, c'est que nous pourrions revivre malgré tout la situation de 1965 lorsque, après une inflation aussi faible qu'aujourd'hui, les prix se sont mis soudain à bondir comme le malin génie sortant de sa boîte, à la fin des années 60 !

Marc Rousset